

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6167 Lu

St. J. du Conseil d'Administration  
Service Central:

Région: M. Blosset

OBJET DE LA CONSULTATION

Représentants de la SNCF, lorsque  
celle-ci occupe un poste d'administrateur dans  
une autre Société. Frais - déduction des frais  
du montant des rémunérations allouées par la  
SNCF à ses représentants. Quels pour le  
calcul de l'impôt?

Références :

Observations :



1ère QUESTION.

Un administrateur peut-il déduire ses frais réels, justifiés, du montant des tantièmes, imposables à 35% ?

Réponse affirmative.

L'art. 37 du décret-loi du 8 juillet 1937 (art. 50 al. 4. C.V.M.) assujettit à l'impôt les remboursements forfaitaires.

Ce n'est donc que si le remboursement est forfaitaire qu'il y a lieu à application de l'impôt, le forfait pouvant constituer un avantage déguisé ou une rémunération occulte.

S'il s'agit, au contraire, d'un remboursement de frais réels, sur justifications, la notion de profit se trouve écartée.

C'est le dispositif prévu par l'art. 190 de l'instruction du 31 - 1 - 28.

Ce point de vue est confirmé par le Tableau Fiscal et Juridique. - Janvier 1941 p.10. - instruction de l'Administration n° 4309 page 37.

2ème QUESTION.

Ce même administrateur peut-il déduire ces mêmes frais de sa déclaration pour l'Impôt général sur le revenu ?

Ces frais ne constituant pas un revenu n'ont pas à être portés sur la déclaration annuelle.

3ème QUESTION.

Si le mandataire de la S.N.C.F. n'est pas un administrateur et reçoit une rémunération, il est imposable à la cédule des traitements et salaires.

*par l'impôt  
de B. Chassagnat  
de son ou sur  
la production  
de l'impôt  
à l'impôt*



Doit-il justifier de la totalité de ses frais? ou de la partie excédant le forfait prévu par la loi?

L'art. 64 du Code des Contributions Directes dispose:

" Le montant net du revenu imposable est déterminé en déduisant du montant brut des sommes payées et des avantages en argent ou en nature accordés :

3°) Les frais inhérents à la fonction et à l'emploi lorsqu'ils ne sont pas couverts par des allocations spéciales.

La déduction à effectuer du chef des frais professionnels est forfaitairement fixée à 10% du revenu brut... sans pouvoir excéder 20.000 Frs. par an.

" Les intéressés sont également admis à justifier du montant de leurs frais réels sous forme de réclamation adressée au Directeur des Contributions Directes dans les 3 premiers mois de l'année au cours de laquelle ils ont supporté l'impôt.

C'est donc sous forme de réclamation que les contribuables doivent justifier de leurs frais réels si ceux-ci excèdent 20.000 Frs.

<sup>10%</sup> D'ailleurs les frais compensés par des allocations spéciales non forfaitaires ne sont pas passibles de l'impôt. Ils ne constituent pas un revenu et ne sont pas déclarables par l'employeur.

L'art. 68 du Code des Contributions Directes dispose, en effet: Toute personne physique ou morale qui paye des sommes imposables .....etc. est tenue d'effectuer la retenue à la source.

Au fond, seul le revenu est imposable. Or, les remboursements de frais réels ne constituent pas un revenu. - Donc ils ne sont pas imposables.

Seulement, on comprend généralement sous le nom de remboursement de frais des indemnités qui, en réalité, seraient imposables.

C'est la raison pour laquelle l'Administration refuse d'étendre l'exonération aux remboursements et indemnités forfaitaires.

Combes - Tr. Imp. R. V. M.

n° 334.

Les sommes, perçues par les Administrateurs  
à titre de remboursement de frais, opérées sans  
justifications, échappent à l'impôt.

Le forfait n'est pas admis.

~~4-11-7~~

4<sup>th</sup> du 11 7<sup>me</sup>

Est. / p. t. z. m.

8 4 3 2 1

---